



EXTRAIT du Registre des Arrêtés du Maire

N° 2025-217

OBJET : AUTORISANT L'INSTALLATION D'UN ECHAFAUDAGE AU DROIT DU 94 TER, RUE VICTOR HUGO DU 22 SEPTEMBRE 2025 AU 7 OCTOBRE 2025 - Libertés publiques et pouvoirs de police 6.17

-oOo-

Le Maire de la Ville d'ESBLY,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6.1 ;

VU le Code de la route notamment les articles L 411-1 à L 411-7 et les décrets subséquents ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, Livre I - huitième partie concernant la signalisation temporaire ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU le règlement de voirie de la commune d'Esbly approuvé par le Conseil municipal en date du 04 octobre 2018 ;

VU la délibération N° 43/09-2020 du 28 septembre 2020 fixant la grille tarifaire applicable ;

VU la décision du Maire N° 2023-08 du 10 mars 2023 portant complément de la grille tarifaire des redevances d'occupation du domaine public ;

CONSIDÉRANT la demande d'autorisation d'occupation de domaine public du 4 septembre 2025 de la Eirl Alves Tavares sis 1, rue de la Fontaine à GOUVERNES (77400), pour le compte de Monsieur Sousa Soares Gomes Bryan domicilié 94 ter, rue Victor Hugo à ESBLY (77450), pour l'installation d'un échafaudage ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au Maire de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité des usagers de la voie publique lors de ce chantier ;

ARRÊTE

Article 1 : La Eirl Alves Tavares est autorisée à installer un échafaudage (longueur : 6 ml – largeur : 1 ml), au droit du 94 ter, rue Victor Hugo à Esbly (77450), du 22 septembre 2025 au 7 octobre 2025 ;

• L'échafaudage sera disposé sur le trottoir et surélevé par des bastings (disposés dans le sens de la longueur) de manière à ne jamais entraver le libre écoulement des eaux et l'accès aux installations de sécurité et de protection civile.

• Une barrière sera disposée à chaque extrémité de l'échafaudage ainsi que les panneaux de signalisation prévus à cet effet.

• La confection du mortier ou béton sur la chaussée est formellement interdite.

• Dès l'achèvement de l'intervention, le demandeur sera tenu d'enlever tous les décombres, pierres, dépôts de matériaux, gravats et de réparer tous les dommages qui auraient pu être causés aux voiries ou à leurs dépendances et de rétablir dans leur premier état, la chaussée et le trottoir et tous les ouvrages qui auraient été endommagés ou dégradés.

.../...

- Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation de son chantier, de joindre un responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation. L'échafaudage sera muni de dispositifs empêchant la chute des matériaux et outils sur la voie publique.
- le demandeur aura en outre la charge d'avertir les riverains de la gêne occasionnée ;

Article 2 : L'échafaudage sera installé par la Eirl Alves Tavares à sa charge ;

Pour des raisons de limitation des nuisances sonores, son utilisation devra être effective uniquement entre 8h30 et 17h00 sur la période autorisée du lundi au vendredi ;

Article 3 : La Eirl Alves Tavares devra s'acquitter d'une redevance pour l'installation d'un échafaudage, d'un montant de **363,60 €** pendant 16 jours dont (le 1^{er} jour gratuit, du 2^{ème} au 3^{ème} jour : 2.50 € X 2 jours X 6 ml, du 4^{ème} au 10^{ème} jour : 2.30 € X 7 jours X 6 ml et à partir du 11^{ème} jour : 2.10 € X 6 jours X 6 ml) ;

Article 4 : En amont, les services techniques installeront des barrières et afficheront le présent arrêté ;

Article 5 : La circulation automobile restera inchangée. Tout stationnement gênant sera verbalisé et pourra faire l'objet d'un enlèvement par la fourrière, le cheminement piéton devra être sécurisé ;

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de son affichage ;

Article 7 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à/aux :

- La Gendarmerie d'Esbly,
- La Caserne des Pompiers de St Germain sur Morin,
- Eirl Ales Tavares,
- Monsieur Sousa Soares Gomes Bryan,
- Le Directeur Général des Services d'Esbly,
- Le Responsable des Services techniques d'Esbly,
- La Police Municipale d'Esbly,

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Esbly, le 8 septembre 2025.

Le Maire,
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire
du présent acte, compte-tenu de sa transmission :

en sous-préfecture le : **12 SEP. 2025**

de sa publication, le :

de l'affichage le : **12 SEP. 2025**

A Esbly, le : **12 SEP. 2025**



Le Maire,

Ghislain DELVAUX

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun (77000) 43 rue du Général de Gaulle, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de son affichage ou notification et de sa transmission au représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif peut être aussi saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur internet : www.citoyens.telerecours.fr